



LE DEVOIR

Vol. CVI N° 85

LE DEVOIR, LE LUNDI 20 AVRIL 2015

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

TRAGÉDIE MIGRATOIRE EN EUROPE



GIOVANNI ISOLINO AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Europe est prise d'assaut ces derniers jours par des migrants en provenance du continent africain. Si certains réussissent à atteindre la terre ferme, comme ici au port de Messine, en Italie, à la suite d'une opération de secours samedi, d'autres disparaissent en mer.

L'expertise pédagogique menacée à la CSDM

La Commission scolaire de Montréal s'apprêterait à abolir 30 postes de conseillers pédagogiques

PHILIPPE ORFALI

Québec l'avait interdit, mais la Commission scolaire de Montréal (CSDM) affirme qu'elle n'a plus le choix. Pour respecter ses cibles budgétaires, elle s'apprêterait à supprimer 30 des 65 postes de conseillers pédagogiques de son réseau, a appris *Le Devoir*.

En tout, ce sont 49 postes de professionnels qui pourraient être abolis au cours des prochains mois à la CSDM, selon nos informations. En plus des postes de conseillers pédagogiques, des emplois de conseillers en communication ou encore d'archivistes seraient dans la mire de la commission scolaire, de plus en plus désespérée dans sa quête d'économies.

Le président du Syndicat des professionnelles et professionnels du milieu de l'éducation de Montréal (SPPMEM), Michel Mayrand, craint même que le bilan atteigne une centaine de postes de professionnels, à terme. Dans l'immédiat, c'est toutefois la situation des conseillers pédagogiques qui le préoccupe le plus. « Les conseillers pédagogiques vont être de plus en plus éloignés des écoles, alors que les besoins pour leur expertise se font de plus en plus sentir », dit-il.

À raison de deux jours par semaine, chaque école compte actuellement sur l'appui de ces spécialistes de l'éducation, dont le travail consiste à fournir outils et conseils aux enseignants du primaire et du secondaire en ce qui a trait aux différentes méthodes d'enseignement. « Déjà, deux jours, ce n'est pas beaucoup », souligne la présidente de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire, Hélène Bourdages. « Leur travail est important, car ils accompagnent les profs dans la [transmission] du programme. Ils soutiennent les enfants

VOIR PAGE A 8 : CSDM

Hécatombe redoutée en Méditerranée

Un bateau transportant au moins 700 migrants partis de la Libye fait naufrage

OLIVIER BAUBE
à Rome

Le naufrage d'un chalutier chargé de migrants au large de la Libye ce week-end fait redouter la « pire tragédie » de ce type en Méditerranée, avec au moins 700 disparus présumés, et accentue encore la pression sur l'Europe, qui envisage de convoquer un sommet extraordinaire.

Le bilan officiel de ce naufrage, survenu dans la nuit de samedi à dimanche était dimanche soir de 24 morts et 28 rescapés, ont annoncé les gardes-côtes italiens, qui coordonnent les secours. L'Or-

ganisation internationale pour les migrations parle plutôt de 49 survivants. Mais le bilan risque d'être beaucoup plus lourd. Des survivants ont fait état de la présence de 700 personnes à bord de ce bateau parti de la Libye en direction de l'Italie.

Le parquet de Catane a indiqué qu'un des survivants interrogés avait mentionné la présence de 950 personnes à bord du chalutier, dont une cinquantaine d'enfants et quelque 200 femmes. Originaire du Bangladesh, et transporté à l'hôpital de Catane, il a affirmé que les trafiquants avaient enfermé une grande partie des migrants dans les cales sans possibilité pour eux de

s'échapper. Les gardes-côtes italiens ne confirment aucun de ces chiffres, mais précisent que ce chalutier de 20 mètres de long « a la capacité de transporter plusieurs centaines de personnes ».

L'Union européenne (UE), sommée d'en faire plus depuis des jours et à chaque nouveau drame, a annoncé qu'elle allait réunir ses ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur

VOIR PAGE A 8 : MÉDITERRANÉE

Lire aussi : Marée inhumaine. Une chronique de François Brousseau. Page B 1

AUJOURD'HUI

Actualités › Un outil pour décoder le budget fédéral. Une étudiante de l'Université d'Ottawa lance une campagne pour que les finances publiques soient plus intelligibles pour les citoyens. Page A 2

Société › Téléphones intelligents. Des détecteurs de séismes sans frais. Page A 5

Le Monde › Yémen: la tension monte entre Riyad et la rébellion. Des affrontements sur le terrain et des raids aériens ont fait 85 morts en moins de 24 heures. Page B 1



Avis légaux..... B 2
Décès..... B 6
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 4



GERALD HERBERT ASSOCIATED PRESS

Pour la vie marine, l'ampleur des impacts demeure à ce jour difficile à évaluer.

Il y a cinq ans, la marée noire de Deepwater Horizon

ALEXANDRE SHIELDS

Ce lundi marque le cinquième anniversaire de l'explosion de la plateforme de BP Deepwater Horizon, dans le golfe du Mexique. L'accident provoqua la pire marée noire de l'histoire, avec plus de cinq millions de barils de pétrole brut déversés en cinq mois. Encore aujourd'hui, les impacts sur la vie marine et les communautés côtières sont bien réels. Et pour les écologistes, il s'agit d'une sérieuse mise en garde quant aux risques d'ouvrir le golfe du Saint-Laurent aux pétrolières.

C'est une fuite de gaz survenue dans la soirée du 20 avril 2010 qui provoqua

l'explosion fatale, qui tua 11 des 115 travailleurs qui s'activaient au-dessus du puits d'exploration Macondo, situé à 1500 mètres sous la surface. Deux jours plus tard, la plateforme louée par BP coule au fond du golfe, où elle se trouve toujours.

Pendant ce temps, le flot de pétrole qui s'échappe du puits prend des proportions majeures. On parle alors de plusieurs milliers de barils de pétrole par jour. À peine dix jours après l'explosion, les premières plaques de pétrole atteignent les côtes de Louisiane, l'État le plus durement touché par la marée

VOIR PAGE A 8 : DEEPWATER

POINT CHAUD

Voyage au bout de la vie

Le journaliste Héctor Tobar relate l'histoire des 33 mineurs chiliens coincés sous terre pendant 69 jours en 2010

CAROLINE MONTPETIT

Les mineurs y pensaient, leurs femmes y pensaient, leurs enfants aussi. Et un jour, c'est arrivé. La montagne, qui grondait depuis toujours au point qu'on disait qu'elle était vivante, s'est effondrée. Avec 33 hommes, employés de la mine de cuivre de San José, au Chili, dessous. L'histoire, survenue en 2010, a fait le tour du monde. Héctor Tobar, qui est l'invité du Festival littéraire Metropolis bleu cette semaine, a rencontré chacun des 33 mineurs qui ont passé 69 jours sous terre et en a fait un livre, qui vient d'être traduit en français: *Les 33, La fureur de survivre*, paru chez Belfond. Un véritable thriller.

Durant les dix-sept premiers jours, les mineurs n'ont eu aucun contact avec le monde extérieur, coupés qu'ils étaient par une falaise abrupte qui bloquait l'accès à la sortie, cinq kilomètres plus loin. Ils sont sous l'équivalent d'un édifice de 40 étages, « un Himalaya in-



Héctor Tobar

VOIR PAGE A 8 : MINEURS

Lire aussi : La 17^e édition de Metropolis Bleu. Un festival multi-mots. Page B 7

ACTUALITÉS

Mike Duffy était appelé à la rescousse des députés

JENNIFER DITCHEBURN
à Ottawa

Il semble que le sénateur suspendu Mike Duffy était perçu comme un atout par plusieurs conservateurs, selon des documents rendus publics dans le cadre de son procès.

Au moins 74 députés — anciens et actuels — ont demandé à l'ancien journaliste de faire des apparitions à des événements, d'enregistrer des messages pour leurs partisans et même de les suivre en campagne électorale.

M. Duffy aurait travaillé pour des conservateurs de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard — avec un succès mitigé puisque plusieurs d'entre eux ont perdu leurs élections.

Le sénateur suspendu aurait notamment aidé à cinq reprises le ministre actuel de l'Emploi et de la Réforme démocratique, Pierre Poilievre.

Le journal de Mike Duffy, rédigé entre 2009 et 2012, montre le statut de célébrité dont il bénéficiait au sein de son parti quand il était encore dans ses bonnes grâces. Ces écrits sont utilisés en preuve pour son procès. M. Duffy fait face à 31 chefs d'accusations de fraude, d'abus de confiance et de corruption.

Au moins

74 députés

ont demandé

à M. Duffy

de faire des

apparitions

Il a présenté notamment une photo de M. Duffy et du premier ministre Stephen Harper, sur lequel ce dernier le décrivait comme un « bon journaliste et un bon sénateur ». M. Harper avait en outre remercié le sénateur à l'époque, qui était « l'une de [ses] meilleures nominations ».

À l'été 2009, M. Duffy avait pris part à dix événements politiques en dix-huit jours dans deux provinces et un territoire.

Sentiment de trahison

Le temps qu'il avait passé à voyager et à travailler pour ses collègues conservateurs explique probablement pourquoi le parti avait d'abord défendu le sénateur lorsque le scandale des dépenses du Sénat avait éclaté. La direction du parti avait même accepté de payer ses frais d'avocats au début des procédures.

Son historique de travail partisan peut aussi démontrer pourquoi il s'était senti trahi lorsqu'il avait été exclu du caucus conservateur en mai 2013 et, plus tard, suspendu du Sénat. « Je n'ai jamais reçu une seule note du comité des finances du Sénat, ni du leadership qui suggérerait que quelque chose ne tournait pas rond avec mes voyages. En fait, ceux qui sont de l'autre côté se rappelleront combien de fois le premier ministre m'a louangé pour tout le voyage que je faisais », a-t-il déclaré devant le Sénat en octobre 2013.

Bien que le parti ait pris ses distances de M. Duffy, un de ses anciens collègues du caucus qui a parlé sous le couvert de l'anonymat affirme que plusieurs conservateurs ont de l'admiration pour son travail. « Je crois qu'il y a beaucoup de gens qui apprécient le fait que Mike ait fait cette tournée. Il a travaillé fort, il a fait ce qu'il devait faire en aidant les députés », a confié cette source.

La Presse canadienne

Un outil pour décoder les budgets fédéraux

Olivia Dorey veut donner aux citoyens le pouvoir de lire les finances publiques

CAROLINE MONTPETIT

À la veille du dépôt du prochain budget fédéral, une étudiante de troisième année en administration publique à l'Université d'Ottawa organise une campagne, intitulée « Why it matters » (Pourquoi ça compte), dans tout le Canada pour que les finances publiques soient plus intelligibles au commun des mortels.

C'est alors qu'elle était page à la Chambre des Communes qu'Olivia Dorey a eu l'idée d'un projet qui permettrait aux citoyens de mieux comprendre et de réagir plus activement aux budgets gouvernementaux. « Si je n'arrive pas à le déchiffrer, se disait-elle au sujet du budget, quel espoir d'y parvenir peuvent bien avoir les gens qui n'ont pas eu les mêmes possibilités que moi ? » Ce qu'elle souhaite, c'est créer un outil qui permettrait à chaque citoyen d'avoir une version personnalisée du budget, détaillant l'impact de ce dernier sur ses finances. L'outil pourrait être interactif, et permettrait ainsi aux citoyens de réagir à chacune des mesures budgétaires imposées, donnant ainsi au gouvernement le poulx de l'opinion publique. « J'ai vu là l'opportunité de créer un engagement civique », dit la jeune femme.

Un prototype existe

Elle fait part de son idée à Kevin Page, ancien directeur parlementaire du budget du Canada. Ce dernier a conçu un prototype, qui permettrait à chacun de vérifier l'impact du budget sur sa vie.

Mais ce prototype est limité, dit la jeune femme. Pour qu'un tel site puisse vraiment voir le jour, il faudrait selon elle que trois mesures soient prises par le gouvernement. D'abord, il faudrait que ce dernier uniformise les programmes comptables qu'il utilise. Ensuite, il faudrait que les plans budgétaires soient diffusés tous les trois mois, et dans un mode compréhensible et facile d'accès pour le grand public. Et il faudrait mettre en place l'outil créé par



Joe Oliver déposera le budget fédéral de 2015-2016 mardi à Ottawa.

DARREN CALABRESE LA PRESSE CANADIENNE

M. Page pour permettre une lecture personnalisée des finances publiques. Ce site compterait d'ailleurs une fonction comparable aux « J'aime » qu'on trouve sur Facebook, qui permettrait de mesurer la popularité ou l'impopularité des différents programmes.

Le tout pourrait être adopté par une simple motion à la Chambre des Communes, poursuit M^{me} Dorey. Présentement, son équipe tente d'entrer en contact avec les députés de l'ensemble du Canada pour les sensibiliser à cette démarche.

Un budget mardi

Par ailleurs, le suspense achève : le ministre canadien des Finances, Joe Oliver, déposera finalement le budget fédéral mardi.

Généralement, sa présentation a lieu avant la fin mars.

Cette année, M. Oliver a choisi de ne pas se plier à cet échéancier tacite, car il souhaitait disposer de

plus de temps pour mesurer les incidences des fluctuations du prix de l'or noir sur l'économie nationale.

Le grand argentier du Canada avait aussi lancé, sibyllin, que le document serait « axé sur l'emploi, la croissance et la prospérité à long terme ».

Du côté de l'opposition, personne ne semble vraiment retenir son souffle à l'approche du « jour B ».

Avec la tenue prévue d'un scrutin à l'automne prochain, de nombreux députés n'appartenant pas au camp conservateur estiment, en effet, que le dépôt d'un budget aussi tardif ne rime à rien.

Ils soutiennent que ses effets sur les situations financières du pays et des contribuables n'auront pas réellement le temps de se manifester avant les élections fédérales.

Et si plusieurs membres de la classe politique ont exprimé des réserves par rapport à la date retenue pour la présentation du budget, cer-

tains élus ont, tout de même, choisi d'exposer leurs attentes.

Ainsi, le chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair, a soutenu que l'exercice « doit servir à créer des emplois de qualité pour la classe moyenne ».

Son homologue libéral, Justin Trudeau, a demandé à Joe Oliver de s'abstenir de « mettre en œuvre des allègements fiscaux inéquitables qui ne profiteront qu'aux mieux nantis » et de miser plutôt sur « des investissements judicieux dans l'éducation, les infrastructures, les ressources naturelles et l'innovation ».

Le chef du Bloc québécois, Mario Beaulieu a entre autres plaidé pour l'instauration d'une véritable caisse autonome de l'assurance-emploi et pour l'injection de fonds visant à encourager la prévention du terrorisme.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

CONSEIL DE L'ARCTIQUE

Le Canada profitera de la tribune pour dénoncer « l'agression » russe

Les représentants des huit pays membres du Conseil de l'Arctique se réuniront cette semaine, à Iqaluit, au Nunavut, pour discuter de plusieurs enjeux, mais le Canada souhaite profiter de l'occasion pour dénoncer « l'agression militaire » de la Russie envers l'Ukraine.

La ministre de l'Environnement et présidente du Conseil, Leona Aglukkaq, a déclaré en entrevue avec La Presse canadienne qu'elle ferait part de ses critiques à la Russie, qui sera représentée par son ministre de l'Environnement, Sergueï Donskoï, et non son collègue des Af-

aires étrangères, Sergueï Lavrov.

M^{me} Aglukkaq, qui cédera les rênes de l'organisation au secrétaire d'État des États-Unis, John Kerry, après la réunion, a défendu son bilan de deux ans. Elle a dit être particulièrement fière de la fondation du Conseil économique de l'Arctique, où les entreprises de la région se rencontrent pour « développer l'Arctique ». Certains ont pourtant critiqué la création de cette nouvelle instance, qui, selon eux, détourne le Conseil de l'Arctique de ses missions essentielles, soit la recherche et le développement des ressources naturelles.

Le Conseil de l'Arctique — formé du Canada, des États-Unis, de la Russie, de la Finlande, du Danemark, de la Suède, de la Norvège et de l'Islande — organise des réunions périodiques pour discuter de leurs intérêts communs dans le Nord. Les réunions ne sont pas censées porter sur les questions militaires ou de défense. Or, ces enjeux ont pris de plus en plus d'importance au fil du temps, et le Conseil négocie même un traité contraignant sur le sujet.

La Presse canadienne



JOUR DE LA TERRE
Offrons mieux à la planète.
Et à nos enfants.

Sauvez-le
maintenant
sur
jourdelaterre.org

ACTUALITÉS

Depuis Crémazie

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



À Québec, sa librairie promettait de le faire vivre. Elle finit plutôt par le pousser à l'exil et le tuer. Il fallut quêter pour enterrer Octave Crémazie dans un cimetière où on perdit vite sa trace.

En fuite devant ses créanciers, Crémazie se retrouve en France. En 1871, il y est lorsque la guerre entraîne dans son sillage de profondes perturbations sociales et politiques. Une partie de la population de Paris souhaite se soustraire à un système à l'appétit vorace qui se nourrit de la misère du pauvre monde. C'est la Commune.

Ecrivain sensible, Crémazie semble incapable de prendre la juste mesure de ce qui se joue devant lui, tout réfugié qu'il est dans une forme de confort intellectuel hérité des curés de la pensée.

Il craint de voir poindre le nez de la Révolution, celle de 1789 comme de 1848. «*Vienne le jour de la délivrance*» de ces socialistes, espère Crémazie. «*En voyant toutes les folies du régime qui a pris pour devise: liberté, égalité, fraternité, on se prend à soupirer après le gouvernement du grand Turc*», écrit-il, tout favorable qu'il est aux régimes autoritaires.

Si Crémazie n'a pas tort à propos de certains excès évidents des révolutionnaires, comment peut-il ne pas voir qu'un mouvement qui en appelle aux droits de l'Homme, à l'autonomie de l'individu, à la défense de valeurs universelles et à l'importance de l'éducation mérite, au-delà de ses dérapages, plus de considérations que les tristes pingreries d'un pouvoir tout occupé à engraisser ses seuls parasites?

Crémazie n'est pas seul en son genre. D'autres écrivains, dont George Sand, très dure, parlent de «*l'infâme Commune*». Mais on trouve au moins quelques phares, tels Arthur Rimbaud ou Jules Vallès, qui aident à voir ce soulèvement pour ce qu'il est: un appel venu des profondeurs du monde social pour qu'advienne enfin le règne d'une société plus juste.

Crémazie ne dira pas un mot des exécutions de masse et de la répression sauvage qui s'abat sur les défenseurs de la Commune. Les Crémazie d'aujourd'hui ne parlent pas davantage des coups portés contre leur société, mais ils s'empressent de hurler tout en qualifiant de loups ceux qui, bien que parfois malhabiles, tentent de lui prêter secours.

Au Québec, durant la Crise d'octobre 1970, faut-il s'étonner que la compréhension des luttes sociales soit tellement en retard qu'elle nous ramène à la Commune de Paris? À Montréal, tandis que la panique monte, le personnel politique qui entoure le maire Drapeau se lance dans la lecture de livres consacrés à la Commune, certain d'y trouver un mode d'emploi pour percer une réalité qu'il se refuse à regarder en face.

En 2015, plusieurs n'en sont-ils pas à essayer encore de comprendre les revendications de leur société à l'aune de celle d'hier? Les années 1960 reviennent à ce titre sans cesse, comme s'il s'agissait du mètre étalon.

Corbo, du réalisateur Mathieu Denis, pourrait être perçu comme l'un de ces prêches à la gloire des années 1960 si ce beau film n'avait pas en lui assez de finesses et de subtilités combinées pour transcender la nostalgie pathétique d'une époque. Oui, laisse comprendre ce film, la violence peut prendre racine dans toutes les sociétés. Et s'empresse de la refuser en bloc sert-il à nous éviter de nous demander pourquoi nous en sommes arrivés là? Pourquoi faudrait-il sans cesse «*à son tour exploiter le plus petit que soi pour réussir*», demande une lettre anonyme, sans doute de Pierre Vallières, citée dans le film?

La violence n'est pas un passage obligé, comme le comprenaient à tort plusieurs jeunes des années 1960 à la lecture des écrits de Frantz Fanon publiés par François Maspero, cet éditeur admirable mort il y a quelques jours. Mais pour que la jeunesse de toutes les époques puisse croire à l'idée qu'une révolution pacifique est possible, encore faudrait-il qu'elle puisse raisonnablement se sentir maître de son destin. Cela tient pour beaucoup à des conditions dont la jeunesse ne décide pas.

Une étude de l'Université de la Colombie-Britannique publiée le 14 avril montre que ce sont principalement les jeunes qui, au cours des quatre dernières décennies, ont vu leur endettement s'alourdir, leurs revenus baisser et leurs perspectives générales s'assombrir. Et après, comme l'écrivait Sébastien Jean dans une lettre aux lecteurs du *Devoir*, on se demande, en jouant les vierges offensées, pourquoi une partie de cette jeunesse finit par avoir le goût de tout casser.

En 1971, à l'occasion d'une grande manifestation contre la concentration de la presse, Michel Chartrand avait pesté contre quelques excités qui confondaient devant lui révolution avec cassage de vitre. Quelques manifestants s'en prenaient à l'immeuble d'Hydro-Québec. «*L'Hydro-Québec nous appartient*», tonna Chartrand au micro. Et «*elle nous appartient même si le premier ministre Robert Bourassa y a ses bureaux*».

Chartrand savait remettre de l'ordre, sans jamais oublier que le désordre social le plus profond, celui qu'il faut vraiment combattre, ne tient pas à l'action d'une poignée de manifestants qui cherchent de l'air comme ils peuvent tandis que la société les étouffe. En condamnant les uns, Chartrand prenait ainsi bien garde de ne pas décourager les autres. On aimerait son exemple mieux suivi aujourd'hui, tout en gardant en tête aussi l'image d'un Pierre Vallières qui, au soir de sa vie, bien qu'adouc, conservait près de son lit d'hôpital l'œuvre d'Arthur Rimbaud.

jfn@ledevoir.com



Les inspecteurs de l'Agence canadienne d'inspection des aliments craignent des cas de contamination.

RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

INDUSTRIE DE LA VIANDE

Le virage vers l'auto-inspection inquiète

Le syndicat des inspecteurs appréhende de nouvelles compressions

LAURA PELLETIER

Le syndicat Agriculture, qui représente les inspecteurs fédéraux des viandes, observe une pénurie d'inspecteurs au Canada, et le Québec ne fait pas exception. Des inspecteurs de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) dénoncent le virage amorcé par le gouvernement conservateur visant à réduire leur nombre pour plutôt mettre la responsabilité de l'inspection entre les mains des entreprises.

À partir de sources internes à l'ACIA, le syndicat a vérifié le nombre d'inspecteurs exigé dans les abattoirs et usines de transformation au Québec, selon les taux fixés par l'Agence. Une trentaine d'inspecteurs manquent à l'appel pour atteindre ce minimum.

Les inspecteurs sont obligés de «*tourner les coins ronds*», déplore Bob Kingston, président du syndicat. «*Ils sont désormais responsables de plusieurs établissements. Donc, s'il y a un problème dans l'un d'entre eux, les autres sont moins surveillés*», renchérit Jaquelin Carrier, inspecteur fédéral depuis 38 ans et vice-président régional de l'Est du Québec du syndicat. Ses collègues et lui font beaucoup d'heures de travail supplémentaires, ajoute-t-il.

Guy Gravelle, porte-parole de l'ACIA, indique que «*le nombre d'inspecteurs à l'ACIA [a] augmenté de 19% depuis 2007*». Le syndicat attribue la hausse à la contamination chez Maple Leaf Foods, qui avait entraîné une augmentation du nombre d'inspecteurs. Dans les années suivantes, le nombre d'inspecteurs a recommencé à baisser, dit-il.

M. Gravelle précise que le nombre d'inspecteurs sur le terrain «*peut varier en raison [...] de l'ouverture et de la fermeture d'établissements agréés par le gouvernement fédéral*». L'effectif d'inspection de l'Agence sur le terrain peut donc varier durant l'année, et ce, «*jusqu'à 5%, ou 150 à 200 inspecteurs*», précise-t-il.

M. Carrier constate que le gouvernement de Stephen Harper modifie la réglementation

Nombre d'inspecteurs des viandes au Québec

Transformation	Minimum exigé Postes pourvus	
	Minimum exigé	Postes pourvus
Montréal Est	45	40
Montréal Ouest	85	79
Québec	19	16
Saint-Hyacinthe	8	7
Total	157	142

Abattoirs	Minimum exigé Postes pourvus	
	Minimum exigé	Postes pourvus
Montréal Est	56,3	57
Montréal Ouest	28	24
Québec	54	49
Saint-Hyacinthe	63	60
Total	201,3	190

Syndicat Agriculture de l'Agence canadienne d'inspection des aliments

pour transférer des responsabilités de contrôle qualité et de vérification aux compagnies. «*Elles vont s'auto-inspecter. C'est plus risqué, car [la qualité de l'inspection] dépend du degré de professionnalisme des compagnies*», observe M. Carrier.

À l'aveugle

Les normes d'inspection sensorielle du poisson ont changé depuis le 1^{er} décembre 2014, donne-t-il en exemple. «*L'inspection sensorielle du poisson est maintenant contrôlée entièrement par les entreprises. L'inspecteur de l'Agence doit toutefois signer le certificat pour que le produit soit exporté. Donc on signe pour quelque chose que l'on n'a pas inspecté!*»

L'inspecteur d'expérience estime qu'il devient de plus en plus difficile de repérer des irrégularités en raison des nouvelles normes. «*Dans les lieux d'abattage de poulet, les inspecteurs vérifient 40 poulets par quart de travail, sur parfois 60 000. On a peu de chances de tomber sur une irrégularité*», dénonce-t-il.

M. Carrier observe la baisse de vigilance dans l'inspection des viandes au quotidien. «*Quand j'ai commencé comme inspecteur, on vérifiait une fois par semaine la conformité de tous les départements et tous les appareils, outils, tables d'inspection, etc. Aujourd'hui, on le fait une fois par mois*».

Il note aussi qu'auparavant, s'il observait une irrégularité dans la production, les opérations de l'usine étaient arrêtées jusqu'à ce que tout redevienne conforme. «*Aujourd'hui, si on remarque quelque chose, la production continue. On doit seulement émettre une demande d'action corrective à la compagnie, que nous acceptons ou non. Je trouve que c'est dangereux*».

Certaines irrégularités doivent même ne plus être prises en compte par les inspecteurs. «*Les inspecteurs fédéraux des viandes ne s'occupent plus de la contamination fécale. C'est laissé à la responsabilité de la compagnie. Si je vois passer de la matière fécale sur un cœur ou un foie, je ne peux rien dire. Je ne peux qu'espérer que quelqu'un de la compagnie le voie. Et j'en vois tous les jours!*»

L'ACIA n'a pas commenté le transfert des compétences aux entreprises observé par le syndicat.

Nouvelles compressions à venir

Selon les projections de l'ACIA, obtenues par le syndicat, le gouvernement canadien réduira les dépenses en sécurité des aliments de 21%, ce qui entraînera l'abolition de 548 postes au pays. À la veille du dépôt du budget fédéral, Bob Kingston invite le gouvernement à embaucher plus d'inspecteurs plutôt que de supprimer ces postes.

Le Devoir

Le bâillon scellera le sort du controversé projet de loi 28

Bien des élus habitués à prendre place sur les banquettes de l'opposition à l'Assemblée nationale regagneront fort probablement le Salon bleu à reculons, lundi, puisque le gouvernement imposera de nouveau le bâillon pour favoriser l'adoption d'un projet de loi.

Le recours à cette procédure exceptionnelle visera à conclure rapidement l'étude du projet de loi 28 qui porte, entre autres sujets, sur la mise en œuvre de diverses dispositions incluses dans le discours du budget du 4 juin 2014.

Aux yeux des libéraux, il s'agissait d'un passage obligé puisque les autres formations politiques se livraient, selon leurs dires, à de l'obstruction.

Le ministre provincial des Finances, Carlos Leitão, a affirmé que l'analyse du texte législatif, qui est particulièrement volumineux, progressait réellement à pas de tortue. Il a souligné que les députés étaient «*rendus à l'article 17 ou 18 d'un projet de loi qui en compte plus de 300*».

Le grand argentier du Québec en a donc déduit que «*ça aurait été extrêmement long*» de boucler la boucle de manière normale.

«*Ce premier ministre était tellement fier d'annoncer aux Québécois et aux Québécoises qu'il allait agir en toute transparence dans un dialogue social*»

Manon Massé, députée de Québec solidaire

De toute évidence, cet argument n'a pas fait mouche auprès de nombreux syndiqués. La preuve: ils ont été nombreux à se présenter sur la Colline parlementaire, vendredi, pour dénoncer l'avenue que s'approprie à emprunter l'équipe du premier ministre Philippe Couillard.

La députée de Québec solidaire Manon Massé partage leur indignation. En entrevue à La Presse canadienne, la représentante de la

circonscription montréalaise de Sainte-Marie-Saint-Jacques a soutenu qu'il n'existe aucune raison valable d'adopter le projet de loi 28 en catastrophe.

Manque de transparence

Elle en a également profité pour écorcher M. Couillard au passage. «*Dans son discours d'ouverture, ce premier ministre était tellement fier d'annoncer aux Québécois et aux Québécoises qu'il allait agir en toute transparence dans un dialogue social, ce qu'on ne voit pas depuis qu'il est à l'Assemblée nationale [...]. Alors, je trouve ça dramatique pour la démocratie*», a-t-elle martelé.

M^{me} Massé en a profité pour rappeler que ce ne sera pas la première fois que l'actuel gouvernement recourra au bâillon pour arriver à ses fins.

Pas plus tard qu'en février dernier, il avait, en effet, utilisé le même plan de match pour accélérer l'étude du projet de loi 10 portant sur l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS



JOE KALAMAR AGENCE FRANCE-PRESSE

Au Parc national de Banff, en Alberta, la rivière Bow luit au crépuscule. Pour son projet, David Suzuki a fait une tournée canadienne.

Se servir de la Charte pour garantir le droit à un environnement sain

Pour souligner le Jour de la Terre, la Fondation David Suzuki incite la population à faire pression sur le gouvernement fédéral pour que soit encaissé dans la Charte canadienne des droits et libertés «le droit à un air et une eau propres».

L'automne dernier, David Suzuki, écologiste reconnu mondialement, a parcouru une vingtaine de villes du Canada pour sensibiliser les citoyens, dans le cadre de sa Tournée bleu Terre. Cette tournée s'est transformée en un mouvement ayant pour but de protéger le droit des Canadiens de vivre dans un environnement sain.

Aujourd'hui, près de 35 municipalités du pays ont adopté la Déclaration pour le droit à

un environnement sain, dont Montréal.

Afin de célébrer ce succès et pour discuter des prochaines étapes vers l'objectif ultime d'une modification à la Charte, un rassemblement a été tenu dimanche soir dans un grand restaurant de la métropole québécoise.

Cet événement s'inscrit dans le cadre de la Journée pancanadienne de l'action, au cours de laquelle des centaines de communautés de partout au pays ont organisé des activités en appui au Mouvement Bleu Terre.

David Suzuki, âgé de 79 ans, a été de tous les combats environnementaux au Canada ces dernières années.

La Presse canadienne

ÉCOLE SAINT-GÉRARD

Les enfants « otages » d'un conflit politique

Des parents et des élus appellent la CSDM et le ministère à trouver une solution

LAURA PELLETIER

À huit jours de la date limite pour lancer l'appel d'offres qui permettrait de reconstruire l'école primaire mont-réalaise Saint-Gérard d'ici septembre 2016, la mairesse de l'arrondissement Villeray, Anie Samson, la conseillère Elsie Lefebvre et des parents d'élèves invitent le ministère de l'Éducation et la Commission scolaire de Montréal (CSDM) à «régler leur différend», qui «bloque» l'avancement du projet.

Les parents, qui attendent une nouvelle école depuis plus de trois ans, ont appris vendredi que le projet n'irait pas de l'avant comme prévu. Les coûts de reconstruction ont augmenté de quatre millions de dollars, et le ministère de l'Éducation refuse de déboursier cette somme, ce qui met le projet en veilleuse.

La mairesse Samson estime que cette somme supplémentaire aurait dû être signifiée par la CSDM dès le départ. «Comment se fait-il qu'on constate ce manque à quelques jours de la date limite pour le dépôt de l'appel d'offres?»

La présidente de la CSDM, Catherine Harel Bourdon, explique ces dépassements de coûts par «des éléments patrimoniaux qu'ils n'avaient pas prévu conserver», «des contraintes du terrain puisqu'il est situé au-dessus du métro Crémazie, qui n'avaient pas été envisagées» et des éléments «verts» qui ont été ajoutés au projet.

«Nous ne demandons toutefois pas quatre millions de dollars de nulle part. Nous demandons au gouvernement d'aller puiser dans son fonds Rénov-écoles», a précisé au Devoir la présidente.

Le ministre de l'Éducation, François Blais, a réitéré dimanche qu'il ne fournira pas les quatre millions de dollars supplémentaires demandés. Il demande à la CSDM de choisir un projet qui correspond au budget de 16 millions de



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Parents et enfants s'étaient réunis dimanche sur le site de l'école pour réclamer un déblocage.

«Ce ne sont pas nos demandes qui ont fait monter la facture»

Anie Samson, mairesse de l'arrondissement de Villeray

dollars initialement prévu.

M^{me} Samson déplore que le ministère de l'Éducation ne coopère pas. «C'est un conflit politique entre la CSDM et le ministère de l'Éducation [...] et ceux qui sont pris en otage là-dedans, ce sont les enfants», dénonce-t-elle.

M^{me} Harel Bourdon se dit prête à renoncer à certains éléments du projet pour en diminuer les coûts. Elle indique toutefois que pour revenir aux 16 millions de dollars prévus, il faudrait revoir tous les plans, ce qui amènerait des délais supplémentaires.

«La Ville n'est pas à blâmer»

Accusé d'avoir gonflé la facture de 16 à 20 millions, l'ar-

rondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension affirme qu'il n'a rien à voir avec les éléments coûteux qui se trouvent dans le projet.

«Notre réglementation demande un toit blanc et la CSDM choisit de mettre un toit vert», indique M^{me} Samson. «Nous n'avons pas non plus demandé qu'il y ait de la géothermie ni que le bâtiment soit certifié LEED.»

Elle ajoute que les seules demandes patrimoniales faites par l'arrondissement ont été de conserver le porche qui était placé devant la façade du bâtiment et de rappeler l'histoire du bâtiment à l'aide de photographies gravées sur des panneaux. «Ce ne sont pas nos demandes qui ont fait monter

la facture», assure M^{me} Samson, qui tient à préciser que les éléments qui se trouvent à l'intérieur du bâtiment ne concernent pas la Ville.

La mairesse indique que l'arrondissement «a tout fait pour accélérer le processus décisionnel» nécessaire pour reconstruire l'école Saint-Gérard, en tenant des rencontres au préalable avec le comité du Patrimoine de Montréal et la Commission Jacques-Viger et en organisant des séances spéciales durant l'été. L'arrondissement a approuvé le projet et remis un permis de reconstruction l'année dernière. Si la CSDM révisé son projet, il devra le réétudier.

L'école Saint-Gérard est fermée depuis janvier 2012 en raison d'une grave contamination aux moisissures. Pour compenser, des classes de primaire ont été aménagées à l'école secondaire Georges-Vanier.

Le Devoir

Les Amis du Devoir vous invitent à rencontrer les artisans du journal à l'occasion de la

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Conférence animée par
Josée Boileau
Rédactrice en chef
au Devoir



Invité spécial :
Michel David
Chroniqueur politique
au Devoir



La liberté de la presse
au quotidien, regard
d'un chroniqueur
politique

Remise des prix

LE DEVOIR DE LA PRESSE ÉTUDIANTE

ENTRÉE GRATUITE > MARDI 28 AVRIL 2015 À 19H
À la Société des arts technologiques, 1201 boulevard St-Laurent, métro St-Laurent

Les Amis du Devoir

LE DEVOIR
LIBRE DE PENSER

N|A|T|I|O|N|A|L
Partenaire sûr. Regard neuf.™

SOCIÉTÉ DES ARTS
TECHNOLOGIQUES

canal
SAVOIR

Culture
et Communications
Québec

FONDS
de solidarité FTQ

FONDATION
CSN

SOCIÉTÉ
DÉVELOPPEMENT
ANGUS

Desjardins
La Fondation

Coopérer pour créer l'avenir

La « brutalité médiatique » dénoncée

Une manifestation, dont l'objectif était de dénoncer la «brutalité médiatique», s'est déroulée à Montréal, dimanche. Les participants souhaitaient entre autres dénoncer la couverture offerte par *Le Journal de Montréal* en lien avec les mesures de redressement des finances publiques et les dossiers relatifs aux hydrocarbures. Sur la page Facebook consacrée au rassemblement, cette publication a été qualifiée de «torchon» et ses employés ont été décrits comme les «idiots de Québec». Les protestataires s'étaient, d'abord, retrouvés rue Frontenac. Par la suite, ils se sont déplacés vers l'avenue du

Mont-Royal. Les agents ont remis des constats d'infraction à quatre personnes pour avoir contrevenu au Code de la sécurité routière et à un autre individu pour avoir violé un règlement municipal. Un manifestant a également été interpellé pour voies de fait contre un agent de la paix.

La Presse canadienne

Les laboratoires manquent de technologues médicaux

C'est la Semaine nationale du laboratoire médical, et l'Ordre professionnel des technologues médicaux tient à souligner que 85% des diagnostics et suivis thérapeutiques faits par les médecins sont basés

sur les résultats d'analyses effectuées par les technologues. Au Québec, plus de 4600 technologues médicaux contribuent à déceler, par divers procédés scientifiques reconnus et utilisés en laboratoire médical, les signes de maladie ne présentant pas de symptômes apparents. Or, quelque 400 postes de technologues médicaux ne sont pas pourvus, selon les dernières données, publiées il y a quatre ans. Pour pallier ce manque, le gouvernement du Québec tente de centraliser les analyses, pour «rationaliser» le processus. La présidente de l'Ordre, Nathalie Rodrigue, déplore que les étudiants aient beaucoup de difficultés à faire des stages, puisqu'il n'y en a pas suffisamment, ce qui retarde la progression des futurs technologues.

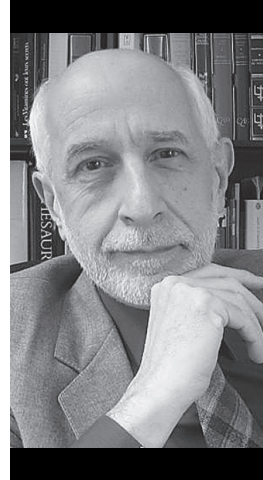
La Presse canadienne

Dons d'organes: au registre, citoyens!

À l'occasion de la Semaine nationale du don d'organes et de tissus, Transplant Québec lance un appel aux citoyens pour qu'ils s'inscrivent au registre des consentements au don d'organes. Actuellement, environ un Québécois sur quatre est inscrit à ce registre de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Si l'on ajoute les inscriptions de consentement au registre de la Chambre de notaires, on peut estimer que plus de 2,5 millions de personnes ont signifié de manière explicite leur volonté de léguer leurs organes à leur décès. Transplant Québec souligne qu'un seul donneur peut sauver jusqu'à 8 vies et en aider 20 autres. Plus d'un millier de Québécois sont en attente d'une transplantation. En 2014, 458 personnes ont bénéficié d'une transplantation, grâce à 154 donneurs compatibles.

La Presse canadienne

Résultats des tirages du : 2015-04-18	
LOTTO 649 11 25 33 43 35 44 49 * 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ 50516459-01 Prochain gros lot (approx.) : 10 000 000 \$ * 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$	Quebec 49 01 20 21 25 28 39 41 compl. Extra 0604711
Résultats des tirages du : 2015-04-17	
LOTTO MAX 07 11 14 15 19 30 41 compl. 22 Prochain gros lot (approx.) : 50 000 000 \$ + 2 MILLIONS 2 lots de 1 million \$ (APPROX.)	Extra 8969707



Congédié ?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

SOCIÉTÉ

#CHRONIQUEFD

La mort de l'égoportrait

FABIEN DEGLISE



C'est fait! La farce, la grande absurdité narcissique du présent, a assez duré. Et tant pis pour les adeptes persistants de l'égoportrait — les Anglos disent *selfie* — qui vont devoir trouver autre chose pour se mettre en scène et s'exhiber dans les univers numériques: l'art de s'autophotographier à bout de bras, à l'aide d'un téléphone dit intelligent, est désormais un geste du passé. Dans les arrières-bans de la modernité, là où le passéiste de base et l'angoissé du changement ronronnent, on entend déjà dire: enfin!

Ce n'est pas nous, c'est le... prince Harry — oui, oui, le prince Harry! — qui vient de sonner le glas de la tendance, il y a quelques semaines, lors d'une visite officielle en Australie où le fils de l'autre homme à la tête de chou est allé promener son ennui de monarque. Interpellé par un adolescent qui souhaitait immortaliser l'instant avec un égoportrait de circonstance, Henry de Galles a répondu: «Non! Je déteste les égoportraits. Je sais que tu es jeune, mais les égoportraits, ce n'est pas bien. Prend une photo normale», rapporte *The Guardian*.

Quand un membre de la famille royale, qui a l'obligation de cultiver une pensée lénifiante et consensuelle — plutôt que l'urgence d'exister dans l'instant — pour représenter tout le monde et ne déranger personne, condamne sans ambages une pratique culturelle, inutile de penser que la chose est en train de mourir: elle est certainement déjà bien morte.

L'égoportrait, dont le nom en anglais a marqué l'année 2012, selon le magazine *Time*, que l'Oxford Dictionaries a nommé «mot de l'année» en 2013, a finalement, en 2015, le cadre qui s'effrite. Et si la présence d'un prince dans la trentaine pour écrire cette nécrologie du présent a tout pour faire sourire, elle n'était pas totalement nécessaire, en fait, pour prendre la pleine mesure d'une tendance que sa surreprésentation dans les univers numériques ne pouvait que condamner.

Fragments d'une dérive

Il suffit de taper «selfie» ou «égoportrait» dans un moteur de recherche, Twitter ou Facebook pour appréhender la fin. Sous le vocable, les fragments d'une dérive s'y exposent, tous au «je», et à la tonne avec ici, la jeune fille à moitié nue se montrant dans le reflet du miroir de la salle de bain et là le couple souriant devant un paysage remarquable, un bâtiment connu, un groupe d'amis faisant la fête, alouette.

L'égoportrait n'a plus d'âge, plus de statut social, mais aussi plus de limites grâce à la perche à égoportrait, ce bâton permettant d'activer son téléphone une longueur de bras plus loin et qui permet désormais de placer une plus grande part de décor dans la mise en scène de son ego: dans un musée célèbre, au sommet d'un monument, au bord d'un Grand Prix, dans une foule qui manifeste, qui chante une victoire... Pour dire qu'on y était et le crier à la terre entière. Les vieux artistes en mal de jeunesse, les politiciens cherchant à «faire jeune» en ont plus d'un à leur actif, tout comme les vedettes du moment et le voisin d'à côté qui bosse pour une boîte de comptables.

L'égoportrait n'est plus le phénomène émergent et marginal qu'il était. Plus le signe distinctif du *hipster* ou du *bob* qui sait tout avant tout le monde. Il s'est démocratisé et c'est certainement le pourquoi de sa mise à mort, un peu comme les *lipdubs*, ces clips promotionnels chantant et exposant dans un plan-séquence un groupe de personnes reprenant en play-back une chanson du répertoire populaire. En 2009, c'était chic et original. En 2011, quand l'Union des producteurs agricoles (UPA) et un groupe d'infirmières en colère ont commencé à exploiter le concept pour attirer les regards vers eux, les signes d'usure du projet narratif devenaient alors évidents.

Dans la courte histoire de l'humanité numérique, le destin de l'égoportrait — un truc finalement très pratique quand on n'est plus capable d'entrer en communication avec l'autre pour lui demander de nous prendre en photo — avait finalement été écrit par d'autres phénomènes de mode à caractère viral avant. Mais pas seulement...

Refuser l'appel de la surexposition

La mort de l'égoportrait trouve également sa place dans un présent numérique où l'humain semble de moins en moins succomber à cet appel, un brin pathétique et surtout vertigineux de la surexposition du soi, de l'ignominie de la confiance hasardeuse et pixelisée, pour exister dans le regard distant de l'autre.

La semaine dernière, une étude de 12 700 comptes Facebook en France, par le projet Alpopol, indiquait d'ailleurs le début de la fin de cet internaute «égo-centré», au profit d'un internaute qui partage plus d'information sur l'activité humaine et sociale autour de lui que sur lui.

Du «je m'expose, donc je suis», l'humanité serait donc en train de revenir au bon vieux «je pense, donc je suis». Et forcément, l'égoportrait, quand on se met à penser un peu, tout comme la photo de son chat, celle de l'assiette commandée au resto ou celle de ses enfants partagées avec frénésie, ne peut certainement pas y survivre.

Sur Twitter: @FabienDeglise



Le 12 avril 2011, dans la ville dévastée d'Otsuchi, au Japon, un homme fouille les décombres à la recherche de souvenirs de famille. Il aurait fallu au mieux 77 secondes à un réseau de détection fondé sur les téléphones intelligents pour détecter le séisme du 11 mars 2011.

KAZUHIRO NOGI AGENCE FRANCE-PRESSE

TÉLÉPHONES INTELLIGENTS

Des détecteurs de séismes sans frais

PIERRE BARTHÉLÉMY

Quel est le point commun entre la Californie, le Mexique, les Alpes, l'ouest de la Turquie, le centre de la Chine, Taïwan et le Japon? Toutes ces régions sont régulièrement secouées par des séismes et toutes bénéficient de réseaux d'alerte aux tremblements de terre. Ce qui signifie, par contraste, que les autres zones fortement sismiques du globe en sont dépourvues.

De la cordillère des Andes au Caucase, de l'Iran à l'Indonésie, de l'Himalaya à la Nouvelle-Zélande, «la plupart des régions du monde ne reçoivent pas d'alertes sismiques principalement en raison du coût qu'implique la construction de réseaux scientifiques de surveillance» des failles et des mouvements du sol, résume Benjamin Brooks. Dans une étude publiée le 10 avril par la toute nouvelle revue *Science Advances*, ce chercheur du United States Geological Survey (USGS) et huit collègues américains proposent une solution pour le moins originale afin de pallier ce manque: détecter presque instantanément un tremblement de terre grâce au GPS inclus dans les téléphones intelligents que de plus en plus d'humains possèdent, ajoutant ainsi à ces appareils déjà multitâches une fonction de capteur sismique nomade...

L'idée est belle. Encore fallait-il la mettre à l'épreuve pour vérifier sa solidité. C'est ce qu'ont fait ces chercheurs en procédant en trois étapes. La première a, très simplement, consisté à tester des téléphones du commerce pour s'assurer que leurs qualités techniques et la précision de leur système de positionnement par satellite étaient suffisamment bonnes pour que les appareils détectent de manière fiable un faible déplacement du sol. Une fois cette étape passée, les auteurs de l'étude ont simulé un puissant tremblement de terre, de magnitude 7, le long de la faille de Hayward, qui traverse la baie de San Francisco en Californie. Cette

faillite est en effet un bon cas d'école en raison de la population nombreuse (et bien équipée en téléphones intelligents) qui l'entoure. Et aussi parce que cet accident géologique a de bonnes «chances» de faire bientôt parler de lui étant donné qu'il provoque d'importants séismes tous les 140 ans en moyenne et que le dernier remonte à... 1868, il y a 147 ans.

Le GPS comme lanceurs d'alerte

Tout l'enjeu de l'expérience consistait à déterminer combien de téléphones portables seraient nécessaires pour détecter le séisme virtuel et s'ils seraient capables de le faire assez vite pour pouvoir donner l'alerte au reste de la région puisqu'une onde électromagnétique voyage beaucoup plus vite qu'une onde sismique. Il fallait tenir compte du fait que certains téléphones intelligents seraient éteints, ou hors d'atteinte du réseau, ou bien qu'ils bougeraient avec leurs propriétaires. Mais si, d'un seul coup, un nombre important de téléphones situés dans un même secteur signalaient en même temps un même déplacement d'au moins cinq centimètres dans la même direction, cela indiquerait la survenue d'un séisme. La simulation a montré qu'avec la participation de 0,2% de la population locale, soit environ 4700 personnes, ce séisme pourrait être détecté en seulement cinq secondes, soit assez vite pour lancer une alerte vers les grandes villes que sont San Francisco et San José.

La troisième et dernière expérience a été une reconstitution à partir de données enregistrées lors d'un tremblement de terre réel et, de triste mémoire, celui qui s'est déclenché en mer à l'est du Japon le 11 mars 2011. On se rappelle que ce séisme ultraviolet (magnitude 9) a provoqué un tsunami dévastateur au terrible bilan: 18 000 morts et disparus, sans compter la catastrophe nucléaire de Fukushima. Dans ce cas de figure particulier d'un séisme en mer, l'efficacité des téléphones intelligents est forcément

moindre puisqu'il faut attendre que l'onde sismique touche la côte. Il aurait fallu au mieux 77 secondes au système pour détecter l'événement, un délai insuffisant pour prévenir les autres villes côtières de la survenue du tremblement de terre. Mais cela aurait néanmoins été assez rapide pour joindre Tokyo avant que l'onde sismique ne la gagne et, surtout, cela aurait suffi pour lancer une alerte au tsunami plusieurs minutes avant que l'onde fatale ne submerge la côte.

Selon les auteurs de l'étude, on peut donc monter un système de détection et d'alertes sismiques fiable avec un échantillon de téléphones intelligents relativement restreint. Ainsi que le résume un de ces chercheurs, Thomas Heaton (California Institute of Technology), «il y a trente ans, il fallait des mois pour reconstruire une image grossière des déformations créées par un tremblement de terre. Cette nouvelle technologie permet d'en donner une image quasiment instantanée avec une meilleure résolution». Heaton et ses collègues insistent aussi sur le fait que les personnes vivant dans les zones à risque n'auraient rien à dépenser pour l'installation de ce réseau de détection sismique collaboratif. Encore faudrait-il qu'elles acceptent de participer à cette collecte permanente de données...

Malgré l'originalité de ce travail, il faut lui apporter un autre bémol: la limitation du système. De l'aveu des chercheurs, seuls les séismes de magnitude égale ou supérieure à 7 pourraient être détectés au moyen du GPS des téléphones intelligents actuels. Or certains tremblements de terre de magnitude inférieure peuvent créer de terribles dégâts. Cela a par exemple été le cas à Christchurch (Nouvelle-Zélande) lors du séisme du 22 février 2011 (magnitude 6,3), qui avait causé la mort de 185 personnes.

Le Monde

L'Islande, un laboratoire d'observation pour les maladies génétiques

AURÉLIE COULON

Le peuple islandais vit isolé sur son île depuis 1100 ans; entre 8000 et 20 000 Européens du Nord seraient venus la peupler à cette période. De quoi en faire un objet d'observation privilégié de la transmission des maladies génétiques pour les scientifiques de ce petit pays. Selon plusieurs études décrites par le journaliste Carl Zimmer dans le *New York Times*, le mois dernier, des généticiens ont établi une photographie inédite de l'ADN des Islandais, mettant en évidence des mutations impliquées dans des troubles comme la maladie d'Alzheimer ou les calculs biliaires. Il s'agit du lot de données génétiques, pour une population donnée, le plus large jamais établi dans le monde. Cette série de travaux a été publiée en mars dans la revue *Nature Genetics*.

Les auteurs de ces recherches travaillent pour l'entreprise islandaise Decode, qui appartient à la compagnie de biotechnologie Amgen. Ces généticiens ont décrypté l'ADN de 2636 Islandais. Selon le quotidien améri-

cain, cet échantillon de données a permis aux chercheurs de déduire avec une grande précision l'information génétique de plus de 100 000 Islandais, soit près d'un tiers de la population du pays. Les experts interrogés s'accordent pour dire que ces travaux sont «impressionnants» et correspondent à un «tour de force».

Le journaliste rappelle que beaucoup de maladies ou de prédispositions génétiques reposent sur la présence d'une ou plusieurs mutations dans le génome. Celles-ci pouvant être rares, les scientifiques doivent étudier de larges populations pour les identifier.

Grâce à l'étude de l'ADN islandais, les auteurs ont pu mettre au jour des mutations rares associées à des maladies. Comme cette mutation, dans le gène MYL4, impliquée dans des problèmes cardiaques chez huit personnes. Ou celle des gènes ABCA4 et ABCA7, jouant un rôle de facteur de risque respectivement dans la formation de calculs biliaires et le développement de la maladie d'Alzheimer.

Les recherches de Decode ont également pu

mettre en évidence qu'environ 8% des Islandais sont porteurs d'une copie d'un gène non fonctionnel. Selon Carl Zimmer, au total, ce seraient 1171 gènes «éteints» qui auraient été identifiés chez eux. Le fondateur de Decode, Kari Stefansson, a annoncé dans une entrevue qu'il souhaitait entrer en contact avec ces personnes porteuses d'un gène «éteint» pour voir s'il y a des effets physiologiques.

On peut lire, dans le quotidien new-yorkais, que le nombre de génomes islandais décodés ne cesse de croître: aujourd'hui, ce sont environ 10 000 ADN islandais qui ont été analysés. Et les scientifiques possèdent des informations génétiques partielles sur environ 150 000 autres.

Selon le *New York Times*, Amgen serait en train d'étudier plus en détail un des gènes mutés, identifié par Decode, qui serait fortement corrélé avec des risques de maladie cardiovasculaire. Le but est de trouver et de développer de nouveaux médicaments.

Le Temps

ÉDITORIAL

INDE

Le dieu des affaires

En visite au Canada la semaine dernière, le premier ministre indien, Narendra Modi, est rentré chez lui avec, sous le bras, un important contrat d'achat d'uranium. Quelques jours plus tôt, en France, il avait signé une lettre d'entente en vue de l'acquisition de deux réacteurs nucléaires Areva, une transaction évaluée à près de 10 milliards de dollars américains. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes... du commerce international. En aval, le développement de l'Inde nucléaire soulève pourtant de cruciales questions sociales et environnementales. Qui s'en soucie ?

Il y avait 42 ans qu'un premier ministre indien n'était pas venu au Canada. C'était en 1973, Indira Gandhi avait été accueillie par Pierre Elliott Trudeau. Il faut le redire, vu le chemin parcouru et le stupéfiant renversement de stratégie qui s'est opéré depuis. L'année suivante, en 1974, l'Inde testait sa première bombe atomique, fabriquée avec du plutonium provenant d'un réacteur de recherche CANDU dont le Canada lui avait fait don. Ottawa imposant des sanctions, les relations entre les deux pays s'en trouveront longtemps refroidies. Elles se réchaufferont vingt ans plus tard, en 1996, quand Jean Chrétien se rendra en Inde à la tête d'une large mission commerciale — pour se renfroirir début 1998 quand Delhi procédera à cinq nouveaux essais nucléaires —, imité deux semaines plus tard par le Pakistan voisin. Le monde, à l'époque, en avait fait des cauchemars de déflagration atomique.

Ce sont les États-Unis qui, sous l'ex-président George W. Bush, ont sorti l'Inde de son état de paria en jetant les bases, en 2006, d'un accord bilatéral sur le nucléaire civil. Cet accord a signalé la réintégration de l'Inde dans le grand marché mondial de l'énergie nucléaire. Dans la foulée, le Canada a mis fin à son embargo sur l'exportation de matériel nucléaire en 2013, afin de ne pas manquer le bateau...

Cette nouvelle dynamique soulève des inquiétudes, entre autres parce que l'Inde a toujours refusé de signer le Traité de non-prolifération (TNP) des armes nucléaires. Le changement de paradigme est majeur : devant l'échec manifeste de l'endiguement comme stratégie de non-prolifération, l'Occident a pris le virage de l'«engagement» — avec importantes motivations commerciales à la clé, forcément. Le parallèle avec l'Iran nucléarisé saute aux yeux, nonobstant le fait qu'il est, lui, signataire du TNP. S'il est fondamental de sortir Téhéran de son isolement, il ne l'est pas moins, suivant cette approche, de rétablir les ponts avec une Inde démocratique et autrement moins opaque que l'Iran des mollahs.

Il demeure que la normalisation nucléaire avec l'Inde s'inscrit dans un contexte où les relations entre Delhi et le Pakistan, qui n'est pas non plus signataire du TNP, peuvent s'envenimer à tout instant. Rien ne s'arrange vraiment entre ces deux pays. Elle se produit ensuite sur fond de course aux armements généralisée en Asie, course dont l'Inde et la Chine sont les principaux joueurs.

Porté au pouvoir il y a un an dans un élan d'engouement pour sa personnalité directive et charismatique, M. Modi applique à l'Inde la méthode néolibérale avec plus d'enthousiasme encore que le gouvernement sortant du Parti du Congrès. L'électorat indien a voté avec entrain pour sa promesse de mettre de l'ordre dans le fonctionnement de l'État, qui en a du reste bien besoin.

Ce qui n'a pas transpiré lors de sa visite au Canada, dominée par ses appels à l'investissement étranger, c'est en revanche que sa stricte logique d'affaires crée sur le terrain beaucoup de grogne sociale. De cela, on n'entendra pas parler ici.

Partout, chaque semaine, en Inde, des petites gens se mobilisent contre des projets d'infrastructures (routières, industrielles...) imposés par les autorités sans consultation et sans indemnisation adéquate pour les familles qui sont déplacées. L'Inde compte 1,2 milliard d'habitants, dont la majorité habite en milieu rural. Or, le gouvernement a bien peu d'empathie pour les paysans qui perdent leur terre et leur gagne-pain.

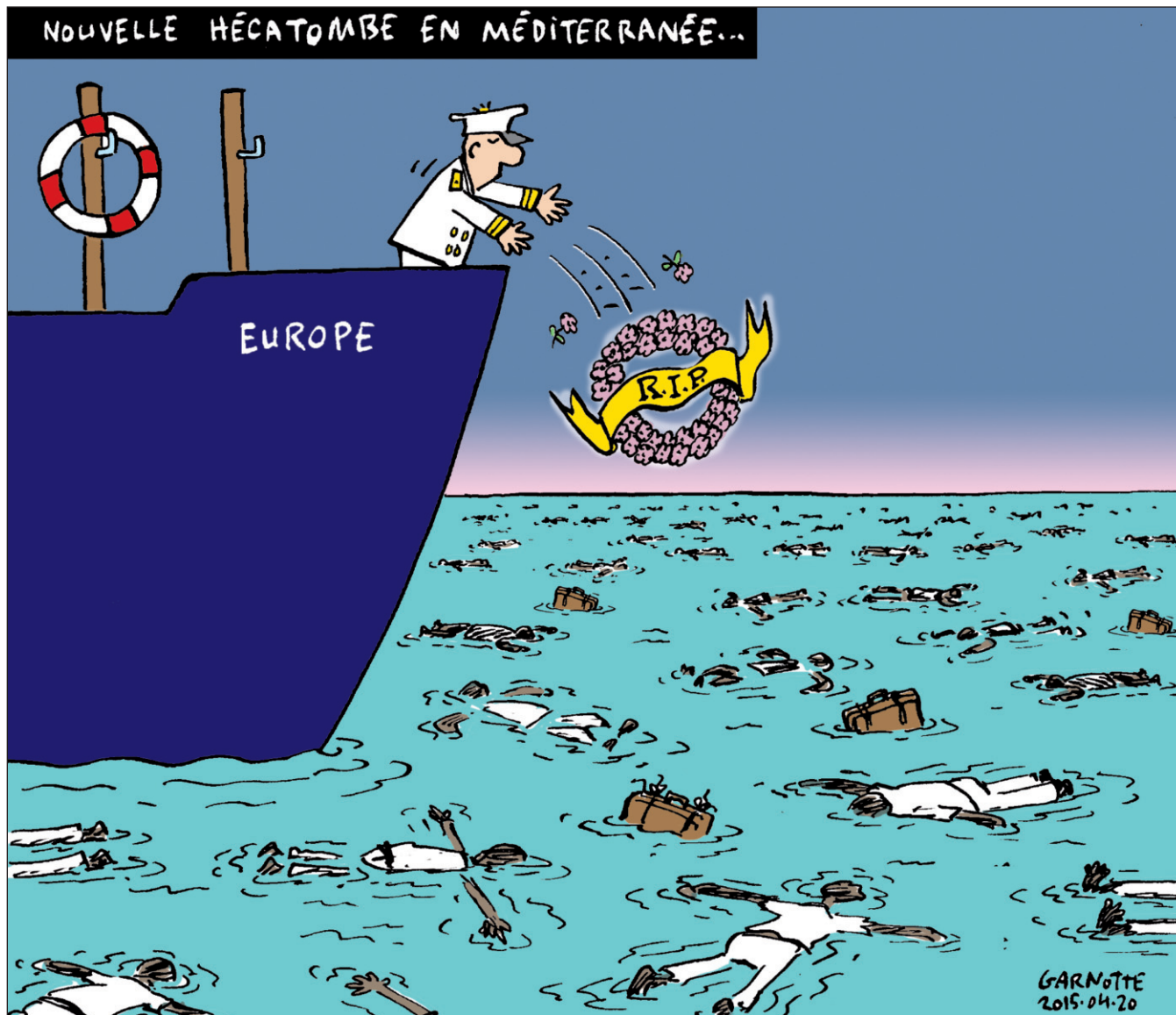
En outre, l'Inde veut augmenter radicalement la part du nucléaire dans sa production d'électricité — au nom de la réduction de sa dépendance aux centrales au charbon, très polluantes. Comme le désastre de Fukushima a été vite oublié ! Les réacteurs du géant français Areva entreront dans la construction du complexe nucléaire de Jaitapur, le plus grand au monde (9900 MW), sur la côte de l'océan Indien. Un projet qui fait l'objet de multiples oppositions locales depuis le milieu des années 2000. Où sont notamment les assurances, sur le plan environnemental, que les déchets radioactifs seront enfouis de façon sécuritaire ?

C'est qu'en cette matière, il n'y a aucune raison de faire confiance à la classe politique et à la grande entreprise indiennes. Leur conscience environnementale est pour ainsi dire inexistant. Tout contents de lui vendre du matériel nucléaire, les nouveaux amis de M. Modi, à commencer par Stephen Harper, font ainsi preuve d'un manque révoltant de vigilance.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Adjointes PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENEY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

De nation à nations

Bernard Drainville, dans un texte publié le 15 avril dans *Le Devoir*, nous fait connaître sa vision des relations à entretenir avec les Premières Nations. Ce texte s'intitule : «Autochtones : de nation à nations». Il rappelle que l'Assemblée nationale avait adopté le 20 mars 1985 une motion reconnaissant les nations autochtones. Or, selon cette même assemblée, tout comme pour les indépendantistes, les Québécois forment une nation, et tous ceux qui habitent le Québec font partie de cette nation. Un problème de logique surgit ici. Comment le Québec peut-il à la fois former une nation et en contenir plusieurs autres ? S'il en contient plusieurs, les Québécois forment non pas une nation, mais plusieurs nations. Cette situation, qui peut sembler à première vue n'avoir de conséquences que sur la logique des définitions, a en réalité des répercussions politiques que les indépendantistes n'ont jamais cherché à clarifier.

En effet, le droit des Québécois de proclamer leur indépendance viendrait de notre appartenance à une nation. Par contre, qu'en est-il du droit dont disposeraient les nations autochtones de proclamer leur indépendance du reste du Québec advenant une déclaration d'indépendance de la nation «québécoise» ? Lors du référendum de 1995, avant sa tenue, un groupe autochtone avait lui-même tenu un référendum dont le résultat, à plus de 90 %, était qu'advenant que les Québécois déclarent leur indépendance, ils voudraient demeurer au sein du Canada. S'ils sont eux aussi des nations, n'auraient-ils

pas le droit de choisir leur destin ? Voilà des questions auxquelles conduit l'existence des nations autochtones au sein de la nation québécoise.

Mario Dumais
 Le 15 avril 2015

Subvention électorale

Le gouvernement ne cesse de nous rappeler que nous devons vivre un temps de rigueur financière, car il veut taire le mot «austérité», moins facile à vendre aux citoyens. Il est donc inacceptable qu'il lance des millions pour les ambitions de Robert Lepage, millions qui feront oublier les problèmes de parcours du gouvernement et qui lui vaudront des votes de la part des gens qui sont concernés par intérêt personnel, ce qui n'est pas le cas de la majorité de la population. Quand Lepage a profité de subventions pour le moulin à images, j'avais prédit que ce projet ferait long feu, et c'est ce qui se produisit alors qu'il avait aussi reçu de l'argent du gouvernement. Nous avons englouti nos impôts, avec les éloges exagérés des médias. En sera-t-il ainsi avec le nouveau projet de théâtre quand il ne s'autofinancera pas ?

De même, la forte contribution pour l'amphithéâtre de Québec parce que le gouvernement sait très bien qu'il peut être généreux face à la possibilité de la venue d'un club de jockey pour lequel les gens ne calculent aucunement ce que ça leur coûtera. Ils sont aveuglés par cette possibilité. Et le gouvernement embarque à pieds joints dans cette naïveté populaire qui lui apporte

du crédit électorale.

Au nom de la rigueur, un peu plus de retenue face à cette générosité calculée et intéressée. Nous sommes largués dans un brouillard gouvernemental éhonté.

Raymond Ethier
 Le 14 avril 2015

La fin d'une croisade ou le début d'une autre ?

Le multiculturalisme canadien semble avoir présidé à la décision unanime de la Cour suprême. «Si sous le couvert d'une réalité culturelle, historique ou patrimoniale, l'État adhère à une forme d'expression religieuse, il ne respecte pas son obligation de neutralité.» Signé la Cour suprême.

Avec ce jugement, il me semble que, sous le couvert de la neutralité, une culture athée, assez jeune chez nous, semble chercher à faire un ménage «mur à mur» de cette tradition qui a marqué notre histoire et qui a contribué grandement à la sauvegarde de notre identité. La mesure d'aujourd'hui n'aura rien à envier à celle de notre passé. On ne semble pas avoir perdu le moule.

La lettre s'est toujours révélée maladroite devant le mystère de la spiritualité religieuse et bien d'autres. Attention à «l'autisme de l'intelligence» (le pape François) qu'il soit religieux ou laïque. Après la croisade du maire Tremblay, aurons-nous celle de Daniel Baril ?

Louis Bujold
 Carleton-sur-Mer, le 16 avril 2015

LIBRE OPINION

Démocratie étudiante : Monsieur Blais, agissez avant l'automne

PASCALE DOUCET

Étudiante au baccalauréat en droit de l'UQAM

Lettre au ministre de l'Éducation, François Blais.

J'admets, comme vous le dites, qu'encadrer le droit de grève étudiante ne réglera pas ce qui se passe actuellement à l'UQAM. Et je ne crois pas qu'il soit nécessaire de légiférer tous les aspects de la vie pour assurer l'harmonie sociale. Toutefois, quand il n'y a plus de consensus sur une question, quand les droits des uns se butent continuellement aux droits des autres, quand la tension monte et que les tribunaux sont régulièrement saisis pour trancher une question pour laquelle il n'existe pas de balise législative, alors il est plus que temps d'agir. Encadrer l'exercice de la démocratie étudiante permettra de mieux faire face aux revendications qu'elle formulera cet automne.

On parle de l'UQAM dans les médias depuis que les commandos masqués ont fait irruption et que des méfaits ont été perpétrés. Mais pour plusieurs étudiants, le problème a pris naissance à la seconde où l'on a commencé à parler de grève étudiante, car ils les considèrent comme illégales. À l'instar du juge Mongeon qui, le

31 mars, a ordonné l'injonction pour l'UQAM, ces étudiants considèrent que certains de leurs collègues peuvent boycotter leurs cours, mais ne peuvent les empêcher d'avoir accès à leurs. Ainsi, chaque cours levé est, pour eux, une atteinte à leurs droits, même si cette levée de cours se fait par des personnes gentilles, polies, sans cagoule.

D'autres étudiants se plieraient volontiers aux votes de grève de leur association étudiante s'ils étaient convaincus de sa légitimité. Ceux-ci remettent en question, par exemple, la procédure, une décision de l'exécutif organisant le vote de grève, la possibilité de voter sans être membre, etc. Les associations étudiantes sont indépendantes et souveraines ; leurs décisions ne peuvent faire l'objet d'une révision extérieure. Les étudiants dissidents n'ont aucun moyen de faire valoir leur point de vue sur une question qui a pourtant un impact majeur sur leur parcours universitaire. Ils sont souvent exaspérés de devoir se présenter régulièrement à des assemblées interminables (ma dernière a duré sept heures) pour réitérer leur position. Également, le vote électronique permettrait à ceux qui travaillent, s'occupent de leur famille, etc., de faire valoir leur point de vue, mais cette proposition leur est refusée, dans la majorité des cas.

Ainsi, grand nombre d'étudiants sont choqués et frustrés de ne pas avoir accès à leurs cours. Ces derniers ont manifesté leur désaccord sans fracas, du moins jusqu'à maintenant ; ils privilégient les voies judiciaires. Mais en pratique, les résultats sont mitigés : malgré les injonctions, des cours sont toujours levés, notamment à l'UQAM. À l'opposé, d'autres étudiants considèrent que le droit de grève existe, que les décisions prises en assemblées lient tous les étudiants de l'association. On a souvent fait un parallèle avec le droit de grève syndical. Celui-ci est boiteux puisque les étudiants n'exercent pas de pression économique en boycottant leurs cours. Mais les jeunes adultes doivent avoir des moyens de revendiquer des droits, de faire valoir leur opinion. Les sociétés doivent évoluer et ces jeunes esprits motivés et engagés sont des moteurs de changements importants. Croire que leur seul désir est de «faire du trouble» est bien mal les connaître. Les caresses et la casse surviennent quand ils ne se sentent pas écoutés. Pourtant, ils ont des choses importantes et intéressantes à dire.

Il est impératif d'encadrer l'exercice de la démocratie étudiante, incluant le recours à la grève-boycottage, notamment en harmonisant les procédures et en instaurant le vote électronique. Puisque les décisions prises par l'exécutif ou les

membres d'une association ont des impacts majeurs sur le droit des étudiants à l'accès à l'enseignement, il faudrait réfléchir à un mécanisme de surveillance de la légitimité des procédures et de révision des décisions. Actuellement, les associations édictent les «lois» qui les régissent (pouvoir législatif), les interprètent et les appliquent (pouvoir judiciaire) et prennent les décisions en conséquence (pouvoir exécutif). Idéalement, ces trois pouvoirs ne doivent pas être dans les mains des mêmes personnes, encore moins en vase clos.

Monsieur Blais, j'attends de vous et de votre gouvernement que vous répondiez prestement à ce vide juridique. Exhorter les étudiants à voter aux assemblées et inviter les recteurs à expulser des étudiants ne sont pas des réponses adéquates aux «crises étudiantes». Malgré la bonne volonté de la plupart des acteurs, les positions sont trop éloignées pour espérer que ces crises se résorbent d'elles-mêmes. Affirmer qu'un droit n'existe pas n'empêche certainement pas les gens de le prendre, ce droit, et ce, en imposant leurs propres règles. Le moment est venu d'encadrer l'exercice de la démocratie étudiante, si l'on souhaite éviter de revoir périodiquement les images scandaleuses des dernières semaines et permettre à un plus grand nombre d'étudiants de sentir que leurs droits sont respectés.

IDÉES

L'ONU EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Les défis de la reconstruction

DAMIEN LARRAMENDY

Chercheur et chargé de projets au Réseau de recherche sur les opérations de paix (ROP) de l'UdM. Ce texte reprend les principales conclusions de Consolidation de la paix et fragilité étatique. L'ONU en République centrafricaine (Presses de l'UdM, 2015), ouvrage rédigé avec Jocelyn Coulon et en collaboration avec Marie-Joëlle Zahar.

La Commission de consolidation de la paix de l'ONU marque cette année son 10^e anniversaire. À cette occasion, le secrétaire général, Ban Ki-moon, a récemment mis en place un panel d'évaluation de l'action de l'organisation dans ce domaine. Dire que ce panel d'évaluation arrive au moment opportun serait un euphémisme : avec plus de 120 000 personnes présentement impliquées dans le maintien de la paix, l'ONU sera au cours des prochaines années de plus en plus sollicitée dans les efforts de consolidation de la paix.

Le panel arrive également à point nommé pour mieux comprendre certains échecs ayant frustré l'organisation ces dernières années, tout particulièrement dans les États fragiles, ces pays où la sécurité, le développement et la bonne gouvernance sont choses rares.

Des efforts anéantis

En tête de liste des insuccès onusiens se trouve la République centrafricaine qui, malgré l'engagement de l'organisation depuis plus de 15 ans, a été secouée en mars 2013 par un coup d'État. Cet événement a anéanti les efforts patiemment réalisés par les deux bureaux onusiens de consolidation de la paix déployés consécutivement depuis 2000, laissant le pays dans une situation plus précaire que jamais. Cet effondrement est principalement dû à l'échec des programmes successifs de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi qu'à celui de la refonte des forces de défense et de sécurité.

La République centrafricaine et ses problèmes n'ont jamais vraiment attiré l'attention de la communauté internationale. Le pays n'est pas aux portes de l'Europe, comme l'Ukraine, et le conflit auquel il fait face ne relève pas du djihadisme international, comme en Irak.

Pourtant, ses frontières communes avec des pays en proie à l'instabilité comme le Soudan, le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo ou le Cameroun, font de la République centrafricaine l'épicentre d'un système de conflits dont les secousses peuvent se faire ressentir dans toute la région. Groupes armés, trafiquants en tous genres et réfugiés transitent sans cesse sur le territoire, mettant à l'épreuve les capacités des institutions étatiques des pays voisins.

Tirer des leçons

Alors que l'ONU déploie la 13^e opération de paix dans le pays depuis 1997, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la Stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), il convient de tirer les leçons des échecs passés afin de mieux négocier les nom-



Des soldats rwandais faisant partie de la mission de maintien de la paix de l'ONU patrouillant dans les rues de la capitale de la République centrafricaine, Bangui.

breux défis à venir.

En tête de liste de ces défis, notons la sécurisation du pays qui devra s'effectuer face à la fois aux milices locales comme l'ex-Séléka et les Anti-Balaka et aux groupes transnationaux tels que l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) ou — plus à l'ouest — Boko Haram. Pour ce faire, l'ONU devra adopter une approche régionale puisque les frontières entre les pays de la région sont extrêmement poreuses. Dans un tel contexte, toute action robuste contre un groupe armé dans un pays donné fait courir à des pays voisins déjà exsangues le risque d'une déstabilisation.

En parallèle de ce mandat de rétablissement de l'ordre et de protection des civils, l'ONU devra œuvrer à la refonte des forces de défense et de sécurité du pays afin qu'elles soient en mesure de jouer pleinement sur le long terme leur rôle de garant apolitique de la sécurité du pays. Celles-ci ont en effet trop souvent eu pour principal objectif, au cours des dernières décennies, d'aider à maintenir au pouvoir des élites corrompues au détriment du bien-être de la population.

Aider les autorités à reprendre pied

Une fois la situation sécuritaire stabilisée, l'ONU devra — de concert avec ses partenaires — aider les autorités centrafricaines à reprendre pied sur l'ensemble du territoire national. Il sera important que les dividendes de la stabilisation sécuritaire se fassent rapidement sentir

auprès de la population et que les services de base comme la santé, la justice et l'éducation soient enfin à nouveau dispensés. La légitimité des institutions centrafricaines — et donc leur durabilité — est à ce prix. Le principal défi pour l'ONU à ce titre sera de parvenir à appuyer ces institutions en état avancé de délabrement sans toutefois s'y substituer.

Après l'échec de la consolidation de la paix, la République centrafricaine représente un véritable test pour l'ONU dans des contextes de fragilité étatique. Devant la recrudescence de ces contextes, les enjeux liés au succès de cette « expérience » sont bien plus importants qu'il n'y paraît vu d'Ottawa, de Paris ou de Washington.

Après l'échec de la consolidation de la paix, la République centrafricaine représente un véritable test pour l'ONU dans des contextes de fragilité étatique. Devant la recrudescence de ces contextes, les enjeux liés au succès de cette « expérience » sont bien plus importants qu'il n'y paraît vu d'Ottawa, de Paris ou de Washington.

GESTION DES DÉCHETS

Plaidoyer pour la consigne

JÉRÔME NORMAND

Président du Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets, et directeur général d'Environnement JEUnesse

Depuis un certain temps, nous entendons ou nous lisons beaucoup de choses sur la consigne, notamment celle qui pourrait s'appliquer sur les bouteilles de la Société des alcools du Québec. Il faut savoir que la consigne n'est pas une forme de recyclage, mais bien une façon de récupérer des matières recyclables telles que le verre, le plastique ou le métal.

Il ne faut pas mettre la consigne en opposition à la collecte sélective municipale, mais bien la voir comme un complément à celle-ci. C'est avec ces deux systèmes, opérant en synergie, que nous obtiendrons de meilleures performances environnementales.

Certains veulent toutefois polariser ce dossier et semer le doute dans l'esprit des gens. Ils prétendent que la consigne nuira au recyclage, ce qui est un non-sens. On ne peut comparer un mode de collecte d'une matière avec le recyclage de celle-ci.

Recyclée presque à 100%

La consigne, au contraire, contribue à faire en sorte que la matière récupérée sera recyclée à des taux frôlant les 100 %, car elle sera exempte de toute contamination. Et ça, c'est vrai pour toutes les formes de recyclage qui existent actuellement ou qui sont en développement. C'est pourquoi, d'ailleurs, la grande majorité des provinces canadiennes valorise la consigne comme mode de récupération complémentaire à la collecte sélective.

Il faut aussi savoir que l'issue de l'enjeu actuel n'est pas tant reliée à la consignation des bouteilles de la SAQ — qui est souhaitable et nécessaire —, mais bien à l'abolition pure et simple de la consigne sur les centaines de millions de contenants de boissons gazeuses consommées annuellement au Québec. Si une telle abolition de la consigne rapportait, pour quelques-uns, plusieurs millions de dollars par année, elle entraînerait cependant une baisse globale du taux de récupération et du recyclage au Québec.

La consigne profite à tous les Québécois, alors que son abolition ne profiterait qu'à une poignée d'entreprises.



La consigne vaut la peine. Les Valoristes, une coopérative de solidarité qui œuvre à Montréal, l'a bien compris.

De l'Arménie du génocide à la Syrie dévastée

LUC VARTAN BARONIAN

Professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi, est descendant de victimes et de survivants du génocide arménien

Meran amené» («Ils sont morts, tous»), disait mon grand-père, qui, exaspéré par mes questions sur les membres disparus de sa famille, m'indiquait par ces paroles qu'il n'en dirait pas plus. La génération silencieuse.

De 1915 à 1965, la majorité de la famille de mon père vivait en Égypte sans aucune citoyenneté, ayant fui les régions fortement arméniennes de l'Empire ottoman dans des conditions atroces. Mon père est arrivé à Montréal en janvier 1965. Ainsi, le côté paternel de ma famille a vécu les cent dernières années en dehors de ses terres historiques, dont la seconde moitié à Montréal. Enfants, on nous racontait assez peu les détails sordides des massacres, on préférait les chiffres et les dates : 1,5 million d'Arméniens tués de 1915 à 1923... Ou était-ce trois quarts de million ? Cela avait-il commencé en 1915 ou en 1914 ? Fallait-il compter les massacres hamidiens de 1895 et ceux d'Adana de 1909 ? Et oubliait-on les centaines de milliers d'Assyriens et de Grecs massacrés ? Peu importe, on se disait que les Turcs avaient échoué : la République socialiste soviétique d'Arménie était florissante et la diaspora vibrante avec ses écoles, ses églises, ses journaux et sa littérature.

Ma grand-mère, plus conciliante, me racontait certaines des horreurs vécues par son père, qui a vu, à l'âge de vingt-deux ans, sa famille se

faire égorger. En fouillant, j'en découvrais d'autres : un ancêtre prêtre exécuté sommairement avec ses confrères et jeté dans une fosse commune, trois cousins qui durent marcher dans le désert et voir leur jeune frère mourir de soif, et cette autre cousine désespérée qui, ayant abandonné son enfant à des Bédouins du désert, le retrouve par miracle des années plus tard. Marié, ce dernier ne voulut pas repartir, mais, dans un geste tragique qui suscite néanmoins l'espoir, il lui remit son plus jeune fils. «Telle la corde tendue d'un violoncelle abandonné, mon cœur tremble d'un espoir effroyable», écrivait Tcharents.

Izmir pour finir

Pour l'historien américain Richard Hovannissian (UCLA), le massacre d'Izmir de 1922 fut le dernier acte majeur du génocide. Les quartiers grec et arméniens furent brûlés, repoussant la population désespérée vers la mer. Les vaisseaux alliés, stationnés à quelques brasses, ne se contentèrent pas de repousser les survivants avec des canons à eau, mais ordonnèrent à leurs orchestres de jouer pour noyer les cris insupportables des victimes, tout en contemplant le spectacle nocturne d'une ville en feu.

La nouvelle République de Turquie avait tellement bien joué ses cartes qu'elle avait non seulement obtenu le soutien des vainqueurs européens, mais avait su accroître son territoire aux dépens de l'ex-Empire russe, ajoutant la province de Kars, malgré sa défaite à la guerre. Cet effritement de territoires occupés en partie par des Arméniens durera jusqu'en 1938, lorsque la France, voulant s'assurer la coopéra-

tion de la Turquie, cède le territoire de Hatay, causant encore une fois des exils vers les pays voisins.

Puis, révolutions et guerres civiles au Proche-Orient les firent fuir une nouvelle fois, en compagnie des autres minorités chrétiennes, vers des pays encore plus éloignés. Si, au milieu du vingtième siècle, en dehors de la minuscule Arménie soviétique, la majorité des Arméniens vivaient au Liban, en Syrie et en Iran, on les retrouve aujourd'hui surtout aux États-Unis, en Russie et en France. Les années Nasser en Égypte, la Révolution iranienne, les guerres civiles au Liban et en Syrie, ainsi que les tensions à Jérusalem ont vidé en quelques décennies le Moyen-Orient de la majorité de ses Arméniens.

Région en feu

Et ça continue : des cousins ont quitté Alep depuis 2012 pour Beyrouth ou Montréal. D'autres en Égypte vivent en situation de tension constante depuis le Printemps arabe. Sans compter que l'ex-République soviétique d'Arménie a perdu au moins un tiers de sa population depuis l'indépendance, au profit de la Russie surtout, situation en grande partie causée par le blocus économique turc et le conflit armé avec l'Azerbaïdjan voisin.

La région est en feu, la Russie et l'Occident soutenant des factions adverses en Ukraine et en Syrie, situation qui rappelle celle de l'Empire ottoman de 1915. Si les grandes puis-

sances cessent de coopérer au sein du Groupe de Minsk (supervisant le conflit Arménie-Azerbaïdjan), l'Azerbaïdjan pourrait relancer l'offensive contre l'Arménie et le territoire du Haut-Karabakh ce qui, par un jeu de traités et d'alliances, pourrait entraîner la Turquie et la Russie dans le conflit, provoquant un affrontement Russie-OTAN qui, en principe, engagerait le Canada et les autres pays membres à défendre la Turquie. Au-delà de notre sens de la justice et de notre compassion, cela nous concerne intimement.

La Turquie continue de nier le génocide [...] malgré le consensus académique sur le sujet. Une crainte évoquée serait le retour massif des Arméniens sur les terres qui appartaient à leurs grands-parents.

Pourquoi ceux-ci quitteraient-ils le confort de Los Angeles, Marseille, Buenos Aires et Montréal ? Nos familles sont ici. Le temps et l'assimilation font leur œuvre. La langue arménienne occidentale est maintenant considérée comme étant en danger d'extinction par l'UNESCO (je suis le seul parmi six petits-enfants à la parler). Et même si je voulais repartir, je ne parle ni l'arménien oriental (officiel en Arménie), ni le turc, ni le kurde, maintenant les seules langues parlées dans les villes et villages où ma famille vivait. «Amené meran», concluait mon grand-père (tous sont morts). Et les cordes de l'orchestre des grandes puissances continuent d'étouffer les cris des victimes.

Les cordes de l'orchestre des grandes puissances continuent d'étouffer les cris des victimes

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Veronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillier (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherchistes photos); information générale : Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shikids (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Brian Myles, Jessica Nadeau, Philippe Orfali et Karl Rettino-Parazzelli (reporters); information politique : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélar-Cirino et Robert Dutsiac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle : Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); information internationale : Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre : Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); équipe internet : Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillon, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction : Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction : Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopya (comités). DOCUMENTATION Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Mélanie Simard (adjointe par intérim). PRODUCTION Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Marie-Lune Houde-Brisebois, Nathalie Filion et Kevin McKissock. ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

ACTUALITÉS

MÉDITERRANÉE

SUITE DE LA PAGE 1

pour prendre des mesures et qu'elle envisageait un sommet extraordinaire.

« Je vais poursuivre les discussions avec les dirigeants européens, la Commission et le service diplomatique de l'UE sur la façon de remédier à la situation », a écrit sur son compte Twitter le président du Conseil européen, Donald Tusk.

Il prendra « une décision sur la possible tenue d'un sommet extraordinaire, après ces consultations », a précisé son porte-parole à l'AFP.

Le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, a de son côté réclamé la réunion, avant la fin de la semaine prochaine, d'un sommet européen sur ce sujet. « On ne parle pas de choses banales, mais bien de la vie humaine », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

La Commission européenne, qui prépare une nouvelle stratégie sur l'immigration qui doit être adoptée mi-mai, a souligné que « des vies humaines sont en jeu, et l'Union européenne dans son ensemble a l'obligation morale et humanitaire d'agir ».

« Tant que les pays d'origine et les pays de transit ne prendront pas des mesures pour éviter ces traversées désespérées, des gens continueront à mettre leur vie en péril. Une grande partie de notre approche est de travailler avec les pays tiers », a insisté l'exécutif européen.

La question sera d'ailleurs à l'agenda de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE qui se réunissent lundi à Luxembourg.

Le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Antonio Guterres, a lui aussi plaidé pour une action d'urgence face à ce qui représente potentiellement « la pire tragédie » dont sont victimes des migrants jamais survenue en Méditerranée.

Ce nouveau drame fait suite à deux naufrages la semaine dernière, dont l'un a fait 400 disparus, et l'autre plus de 40.

Dans la nuit de samedi à dimanche, le chalutier a lancé un appel au secours reçu par les gardes-côtes italiens, qui ont aussitôt demandé à un cargo portugais de se dérouter. À son arrivée sur place, à environ 220 km au sud de l'île de Lampedusa, l'équipage du cargo a vu le chalutier chavirer. C'est probablement quand les centaines de migrants se sont précipités du même côté en voyant le cargo que le drame s'est produit, avançant les gardes-côtes italiens. Une importante opération de secours a alors été mise en œuvre, avec le concours de quelque 18 navires des marines italienne et maltaise.

Chaque jour, entre 500 et 1000 personnes sont récupérées par les gardes-côtes italiens ou des navires marchands. Plus de 11 000 l'ont été en une seule semaine, selon les gardes-côtes.

Plusieurs organisations internationales et hu-

manitaires ont dénoncé l'incurie de l'UE. « Il faut une opération Mare nostrum européenne », a ainsi réclamé le HCR. L'opération italienne Mare nostrum de sauvetage des migrants a été remplacée cette année par Triton, une opération de surveillance des frontières beaucoup plus modeste.

Sans tenir compte de cette nouvelle tragédie, plus de 900 migrants ont perdu la vie depuis le début de l'année en effectuant la traversée entre la Libye et l'Italie, contre moins de 50 sur la même période l'année dernière, quand Mare nostrum était encore en place, ont relevé cette semaine les organisations humanitaires.

Originaires essentiellement d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient, en particulier de Syrie, ces migrants s'efforcent de gagner l'Europe en traversant la Méditerranée sur des radeaux de fortune ou des bateaux surchargés.

Avec Associated Press
Agence France-Press

DEEPWATER

SUITE DE LA PAGE 1

noire. Le Mississippi, l'Alabama, la Floride et le Texas écopent également.

En l'absence d'un puits de secours qui aurait pu stopper la fuite, il faudra attendre le 19 septembre avant que le gouvernement américain déclare que le puits est officiellement scellé. Néanmoins, deux ans plus tard, des travaux scientifiques ont détecté des fuites supplémentaires, provenant probablement de la plateforme elle-même.

Impacts majeurs

Même si BP a tenté de brûler des portions de la gigantesque nappe de pétrole, en plus d'utiliser de controversés dissolvants (faits à base de sous-produits pétroliers), le brut a contaminé de vastes portions du golfe. Selon une recherche parue en octobre dernier dans les Comptes rendus de l'académie américaine des Sciences, quelque deux millions de barils recouvrent aujourd'hui les fonds marins, sur une superficie de plus de 3200 km².

Pour la vie marine, l'ampleur des impacts demeure à ce jour difficile à évaluer. Outre l'effet immédiat provoqué pour les animaux souillés, plusieurs recherches ont fait état des effets durables de la toxicité du pétrole. Ceux-ci auraient par exemple eu des impacts significatifs sur les tortues marines, mais aussi sur les succès de reproduction des poissons, qui ont subi des malformations.

Une recherche menée par des biologistes de l'Agence océanique et atmosphérique américaine (NOAA) a aussi démontré l'impact désastreux de la marée noire sur les grands dauphins. Leur taux de mortalité a été multiplié par quatre. Selon les auteurs d'une autre analyse scientifique publiée dans le magazine *Environmental Science and Technology*, les constats observés depuis le déversement indiquent clairement qu'« il est beaucoup trop tôt » pour prédire les effets à long

43 milliards

Somme déboursée par BP en amendes, dédommagements et opérations de nettoyage

terme de cette catastrophe environnementale.

De tels constats n'ont pas empêché BP d'affirmer que le déversement sera pour ainsi dire sans conséquences. La multinationale a publié le mois dernier un rapport qui conclut que les données qu'elle a recueillies « n'indiquent pas d'impacts à long terme sur les espèces du golfe ». Selon la pétrolière, les effets seraient limités parce que le pétrole qui a fui pendant cinq mois était « léger » et parce que le golfe du Mexique aurait une « résilience naturelle ».

Des conclusions aussitôt rejetées par la NOAA, chargée d'évaluer les études scientifiques menées pour mesurer les effets du déversement. Selon l'Agence, le rapport est « inapproprié » et « prématuré ». « BP a mal interprété les données disponibles tout en choisissant d'ignorer des publications qui n'allaient pas dans le sens de ses affirmations », a soutenu la NOAA dans une déclaration officielle.

Risques au Québec

Pour les communautés côtières, la tragédie humaine et économique provoquée par Deepwater Horizon n'est également pas terminée. C'est le cas des pêcheurs de la Louisiane. Dans plusieurs communautés, l'industrie s'est carrément effondrée, et l'activité économique qu'elle soutenait n'est jamais revenue. En tout, les pertes financières pour les communautés du sud des États-Unis dépasseraient les 10 milliards de dollars. Chez BP, la gestion de crise s'est aussi avérée particulièrement coûteuse. Elle a ainsi déboursé plus de 43 milliards de dollars en amendes, dédommagements et opérations de nettoyage.

Pour le porte-parole de la Coalition Saint-Laurent, Sylvain Archambault, il est urgent de tirer des leçons de cet événement, alors que le gouvernement du Québec et celui de Terre-Neuve s'approprient à ouvrir le golfe du Saint-Laurent aux pétrolières. « Le golfe est environ six fois plus petit que le golfe du Mexique et tous les deux sont des mers semi-fermées. Les courants y sont complexes dans les deux cas et une nappe de pétrole peut y demeurer prisonnière plus longtemps que si elle était en plein océan. » Et la récupération de pétrole déversé lorsque les eaux sont recouvertes de glace serait pour ainsi dire « impossible ».

Quant à la capacité d'intervention en cas de marée noire, elle est déficiente, selon les conclusions d'un rapport sur le golfe produit par la firme Genivar à la demande du gouvernement Charest. Ce document souligne aussi qu'il demeure « plusieurs lacunes » dans l'état actuel des connaissances sur le golfe. Les carences concernent les technologies d'exploration et d'exploitation, les composantes des milieux physique, biologique et humain, ainsi que les « effets environnementaux potentiels des activités d'exploration et d'exploitation, ainsi que des déversements accidentels ». On connaît en outre relativement peu de chose des « courants et de l'évolution de ceux-ci en fonction des changements climatiques ».

M. Archambault fait en outre valoir que l'industrie de la pêche et du tourisme se trouverait menacée directement par tout incident. Une étude universitaire publiée l'an dernier concluait notamment qu'un déversement qui surviendrait dans le secteur de Old Harry (convoité par la pétrolière junior Corridor Resources) menacerait tout l'est du golfe, mais aussi les îles de la Madeleine.

Diego Creimer, responsable de la campagne Arctique de Greenpeace, rappelle pour sa part que 26 ans après le naufrage de l'*Exxon Valdez*, « on trouve toujours du pétrole dans le sud de l'Alaska ».

Le Devoir

MINEURS

SUITE DE LA PAGE 1

versé », écrit Tobar. Et ils ne savent même pas si quelqu'un, quelque part, les cherche encore.

Quotidiennement, ils se partagent les quelques ressources alimentaires du refuge: une cuillerée de café de thon chacun, deux biscuits, l'eau potable mêlée à de l'huile à moteur qui devait servir aux machines par jour. Bientôt, ils n'auront plus qu'un biscuit tous les deux jours à se mettre sous la dent. Ils ont eu faim. Ils ont eu peur. Et pourtant, paradoxalement, cette portion du récit est la plus paisible de l'histoire.

« Lorsque je leur ai parlé, ils ont dit que ces dix-sept premiers jours étaient la plus belle expérience: la fraternité qui les habitait, et la spiritualité qui s'en est dégagée », raconte Tobar en entrevue. En effet, au rituel du maigre repas quotidien, s'ajoute celui des prières, puis des confessions quotidiennes. Au bout de dix-sept jours, la mort les habite de plus en plus. Comme un pied de nez au destin, l'un des caractères forts du groupe, Mario Sepulveda, mime la mort, alors même que l'un de ses collègues agonise. Le sketch, qui donne froid dans le dos, dans les circonstances, sera joué plusieurs fois par les mineurs. Au-dessus d'eux, ils entendent les foreuses transpercer la terre sans les atteindre.

Pendant ce temps, 700 mètres au-dessus, leurs femmes, leurs sœurs, leurs enfants, ont installé un « campement de l'espoir » à l'entrée de la mine pour forcer le gouvernement chilien à poursuivre les recherches, même si les chances de retrouver les mineurs vivants s'amenuisent chaque jour. Mais l'espoir ne fléchit pas. Certains proches affirment avoir vu les âmes des mineurs circu-



GOVERNEMENT DU CHILI/ASSOCIATED PRESS

Luis Urzua fut le dernier des 33 mineurs à être remonté à la surface.

La mine San José en cinq dates

1889 Date d'ouverture de la mine de cuivre et d'or au nord du Chili, dans le désert d'Atacama.

Entre 2003 et 2010 Plusieurs accidents surviennent dans la mine, causant au moins trois décès.

5 août 2010 Alors que 33 mineurs sont sous terre, la montagne s'effondre dans les galeries de la mine, à cinq kilomètres de la sortie.

22 août 2010 Une sonde, descendue à 690 mètres, perce le mur d'une galerie où sont prisonniers les mineurs.

13 octobre 2010 Après 69 jours, les mineurs parviennent à sortir de la mine.

ler. D'autres interprètent leurs rêves. « C'est dans la culture du pays », cette sorte de réalisme magique, explique Tobar. Lorsque le bruit des foreuses s'éteint, les femmes du campement de l'espoir sortent leurs casseroles et leurs marmites pour prier le gouvernement de reprendre les fouilles.

Et enfin, enfin, la machine finit par atteindre le refuge dans lequel les hommes sont emmurés. À l'aide d'une bonbonne de peinture et de petits messages écrits sur du

papier, les mineurs font savoir à ceux qui s'agitent à la surface pour les trouver qu'ils sont bien là, tous les trente-trois. Miraculeusement vivants.

On introduit une caméra à l'intérieur du refuge. On arrive à fournir aux mineurs, graduellement, de quoi manger, une télévision pour suivre leur propre histoire. C'est la fin de la réclusion. C'est aussi le début d'une certaine corruption, de certains conflits...

L'idée de ce livre est née alors que

les mineurs étaient toujours sous terre, attendant que l'on arrive à dégager une ouverture suffisante pour leur permettre de remonter à la surface. Désormais conscients de leur nouveau statut de célébrités mondiales, ils décident de ne confier l'ensemble de l'histoire à personne jusqu'à ce qu'un livre leur permette d'en partager les droits. C'est ce livre qu'Héctor Tobar a écrit.

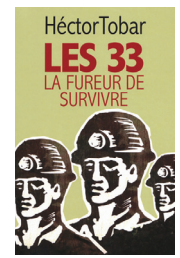
Méfiance et scepticisme

Tobar a interrogé chacun d'entre eux durant des heures. « Il a fallu vaincre leur méfiance et leur scepticisme », raconte-t-il.

Alors qu'ils étaient 700 mètres sous terre, le monde entier se déployait pour les aider et ils le savaient. Le président des États-Unis suivait l'affaire. Un riche Chilien, Leonardo Farkas, a même donné 10 000 \$ à chacun, à leur sortie de la mine. Pourtant, une fois à l'air libre, le traumatisme de l'enfermement les rattrape. Certains n'arrivent plus à trouver le sommeil. D'autres ne peuvent plus quitter leurs proches.

Héctor Tobar croit que l'écho qu'a reçu cette histoire à travers le monde a participé à mettre en place une meilleure vigilance dans les petites et moyennes mines du Chili, qui est par ailleurs le plus grand producteur de cuivre au monde. Il le faut. Parce que plusieurs mineurs du groupe même des 33 sont, encore aujourd'hui, tenus de redescendre travailler dans des mines, sous terre. Certains travaillent même pour le même responsable, qui savait bien que la mine n'était pas tout à fait sécuritaire, ce matin du 5 août 2010 où l'accident s'est produit, mais qui les a laissés descendre quand même...

Le Devoir



LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com